

## L'idée d'une force européenne dans l'Est de la RDC refait surface

@rib News, 01/12/2008 â€“ Source AFPLa pression monte Ã nouveau sur les EuropÃ©ens pour qu'ils envoient une force militaire dans l'Est de la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC) pour faire face Ã une situation humanitaire critique, le temps qu'arrivent les renforts promis par l'ONU. La Belgique a indiquÃ© dimanche avoir Ã©tÃ© sollicitÃ©e par le SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'ONU Ban Ki-moon pour participer Ã une mission europÃ©enne intÃ©rimaire dans son ancienne colonie. "Le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral m'a demandÃ© de participer Ã une opÃ©ration europÃ©enne le temps qu'il faudra (en attendant) la mission en place du renforcement" promis de la Monuc, la mission de l'ONU en RDC, a dit le ministre belge des Affaires Ã©trangÃ©res, Karel de Gucht, Ã la tÃ©lÃ©vision publique RTBF. Il a parlÃ© d'une opÃ©ration de "relais", sans prÃ©ciser l'Ã©tendue exacte de son mandat, dans la province du Nord-Kivu (Est), oÃ¹ des combats ont repris depuis fin aoÃ»t entre des forces rebelles et l'armÃ©e gouvernementale, appuyÃ©e par des milices alliÃ©es. A Kinshasa, l'idÃ©e a Ã©tÃ© accueillie "favorablement" par le gouvernement, pour qui "toute force (...) qui contribue Ã stabiliser la situation au plan national et rÃ©gional est la bienvenue", selon un porte-parole gouvernemental. Pour la rÃ©bellion de Laurent Nkunda en revanche, "c'est une surprise dÃ©sagrÃ©able", car "on pensait que les Nations unies Ã©taient engagÃ©es dans une solution pacifique de la crise", a dit son porte-parole. La Monuc, dÃ©ployÃ©e depuis 2001, est actuellement la plus importante mission de paix de l'ONU, avec 17.000 hommes dont 5.000 dans le Nord-Kivu. Un envoi de 3.000 casques bleus supplÃ©mentaires a Ã©tÃ© dÃ©cidÃ© la semaine derniÃ©re, mais leur date d'arrivÃ©e n'est pas prÃ©cisÃ©e. L'idÃ©e est d'avoir entretemps, pendant "quatre Ã six mois, une opÃ©ration proprement dite europÃ©enne sous commandement europÃ©en", selon Karel de Gucht, qui espÃ©re le ralliement de 3 ou 4 autres pays Ã ce projet. La dimension europÃ©enne est impÃ©rative pour la Belgique. "Il y a le passÃ© (dont il faut tenir compte), c'est une ancienne colonie et il y a la commission Rwanda", a argumentÃ© le ministre sur une autre chaÃªne de tÃ©lÃ©vision, la VRT. Cette commission parlementaire belge, mise en place aprÃ©s l'assassinat de 10 casques bleus belges au Rwanda en avril 1994, au dÃ©but du gÃ©nocide, avait jugÃ© "pas souhaitable" l'envoi de soldats nationaux dans d'ex-colonies. Le cas de la RDC est d'autant plus dÃ©licat que les relations restent tendues avec l'ancien "Congo belge", devenu indÃ©pendant en 1960. Lors d'une visite Ã Kinshasa au printemps, Karel de Gucht a provoquÃ© une crise diplomatique en dÃ©nonÃ§ant la corruption en RDC. Il a fallu six mois avant que le prÃ©sident Joseph Kabila accepte, il y a trois semaines, de recevoir Ã nouveau un ministre belge, celui de la CoopÃ©ration Charles Michel. Plus de 250.000 personnes ont Ã©tÃ© dÃ©placÃ©es depuis fin aoÃ»t dans le Nord-Kivu et vivent dans des conditions souvent effroyables. DÃ©nonÃ§ant une "vraie catastrophe humanitaire", 16 personnalitÃ©s mondiales, dont d'anciens responsables politiques et religieux, ont demandÃ© jeudi dans une lettre ouverte aux dirigeants europÃ©ens d'envoyer une force intÃ©rimaire pour protÃ©ger les civils. La France, qui prÃ©side l'UE, avait dÃ©jÃ proposÃ© fin octobre d'envoyer des soldats au Nord-Kivu pour une mission humanitaire en appui Ã la Monuc. Mais plusieurs pays, dont l'Allemagne, s'y Ã©taient opposÃ©s. "Il faut voir Ã prÃ©sent s'il y aura un engagement suffisant de pays europÃ©ens", selon un porte-parole du ministÃ©re belge des Affaires Ã©trangÃ©res. La Belgique va "reprenre des consultations la semaine prochaine" notamment lors de deux rÃ©unions ministÃ©rielles, de l'Otan Ã Bruxelles mardi et mercredi, puis de l'OSCE Ã partir de jeudi Ã Helsinki.